

Travaux d'infrastructures Canada-Québec  
AIDE FINANCIERE DE 13 791 168 \$ POUR LE DEPLOIEMENT DU RESEAU  
DE TELECOMMUNICATIONS PAR FIBRES OPTIQUES DANS LA  
PENINSULE GASPESIENNE

GASPESIE-ILES-DE-LA-MADELEINE, le 11 mars /CNW Telbec/ - Le ministre d'Etat aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, monsieur André Boisclair, et l'honorable Claude Drouin, secrétaire d'Etat responsable de Développement économique Canada, sont heureux d'annoncer que le Réseau collectif de communications électroniques et d'outils de gestion

Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine bénéficiera d'une aide financière gouvernementale de 13 791 168 \$, dans le cadre du programme "Travaux d'infrastructures Canada-Québec", pour le déploiement du réseau de télécommunications par fibres optiques couvrant le territoire de la péninsule gaspésienne.

Le Réseau collectif de communications électroniques et d'outils de gestion Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine pourra relier les instances locales et régionales des différents milieux (municipal, éducation, commercial, industriel, culturel et social) pour les MRC de la Gaspésie et trois MRC du Bas-Saint-Laurent soit Métis, Matane et Matapédia. Le projet permettra le déploiement d'un réseau de 942 kilomètres reliant plus de 300 points d'accès.

Ce projet a notamment pour objet de doter la région, plus spécifiquement la péninsule gaspésienne, d'un réseau de fibres optiques qui rendra accessibles des liens de communications à haute vitesse, l'accès Internet à haut débit ou toutes autres technologies IP comme la vidéoconférence et la téléphonie IP, à des coûts comparables à ceux des centres urbains. Un autre objectif du projet consiste à faciliter l'utilisation et l'appropriation au quotidien des technologies de l'information et de communications (TIC) par l'ensemble de la collectivité, entreprises incluses, mais aussi le développement d'entreprises utilisatrices des TIC.

Créé en 2001, le Réseau collectif de communications électroniques et d'outils de gestion Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine est un organisme à but non lucratif dont les activités consistent à offrir à ses membres l'accès à un réseau de télécommunications à haute vitesse et à large bande reposant sur une infrastructure de fibres optiques et pouvant offrir des services multimédias.

La réalisation complète du projet devrait nécessiter un investissement total de 21 774 251 \$. En vertu de l'entente Canada-Québec signée le 20 octobre 2000, la partie admissible de cet investissement s'élève à 20 686 751 \$. Le Réseau collectif de communications électroniques et d'outils de gestion Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine et ses partenaires participent au projet pour 6 895 583 \$ de même que le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, qui contribuent aussi chacun pour 6 895 584 \$, ce qui représente l'aide financière gouvernementale de 13 791 168 \$. Mentionnons que la part du gouvernement du Québec sera assumée par le programme Villages Branchés.

Le président du Réseau collectif de communications électroniques et d'outils de gestion Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, monsieur Roland Auger, se réjouit des effets positifs de ces travaux qui permettront à cette région d'être aussi concurrentielle que les autres régions du Québec sur les plans économique et social et d'avoir un meilleur accès à la Société du Savoir et de l'Information par un réseau à haut débit et à large bande passante, à la grandeur de son territoire.

Le programme "Travaux d'infrastructures Canada-Québec" vise à permettre notamment aux municipalités de réaliser des travaux de réfection, de remplacement et de construction d'infrastructures d'aqueduc, d'égout et de traitement des eaux usées, ainsi que des projets d'expérimentation de nouvelles technologies ou encore des projets de mise en valeur, de rénovation ou de construction d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales. Cette partie du programme est sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales et de la Métropole. Le programme comprend enfin un volet consacré aux infrastructures routières et aux modes de transport collectif, sous la responsabilité du ministère des Transports du Québec et d'Infrastructures-transport. La responsabilité du gouvernement du Canada relative au programme a été confiée à Développement économique Canada. La mise en oeuvre du programme donnera lieu à des travaux d'une valeur totale de 1,686 milliard de dollars.